

# le prolétaire

bimensuel parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti: La revendication de la ligne qui va du « Manifeste communiste » à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaire, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.	Correspondance : 20, rue Jean-Bouton - 75012 Paris	Abonnements : 1 an : 20 F (200 FB) 6 mois : 10 F (100 FB) pli fermé : 34 F et 18 F « programme communiste » 1 an : 32 F (320 FB, 20 FS)	13 <sup>e</sup> ANNEE - N° 210 LE NUMERO : 1 FF 10 FB - 1 FS 27 déc. 75 - 9 janv. 76
	Versements : Chèque bancaire ou C.C.P. 2.202-22 Marseille		

## Le piège du recours à la démocratie

Une des constantes de l'opportunisme est de présenter le régime bourgeois démocratique et libéral comme le cadre naturel et idéal dans lequel doivent se régler les rapports entre les classes de l'évolution historique de l'humanité. Et, chaque fois que devant une menace immédiate ou potentielle du prolétariat, la bourgeoisie réagit avec brutalité, l'opportunisme appelle les ouvriers non pas, dieu garde ! à intensifier et étendre leurs luttes pour leurs objectifs de classe, mais à « défendre les libertés et les droits démocratiques ».

On essaie parfois de justifier cette attitude par celle des communistes dans les révolutions démocratiques bourgeoises. L'analogie n'est que formelle, antidialectique et antihistorique. Un des aspects-clés de notre doctrine est précisément de retirer toute valeur absolue aux structures sociales et politiques, et de reconnaître qu'une même forme peut être révolutionnaire à une époque et contre-révolutionnaire ensuite. Si donc le prolétariat devait appuyer (et parfois même diriger) la lutte révolutionnaire pour la « démocratie » et la défendre contre une restauration féodale, il devait se préparer en même temps à détruire cette démocratie par sa propre révolution et sa propre dictature.

Car, contrairement à la bourgeoisie qui voit dans la république démocratique le cadre de l'harmonie sociale; contrairement à l'opportunisme qui la présente comme favorable et même indispensable pour l'organisation de la lutte du prolétariat, le marxisme la reconnaît comme la forme la plus parfaite de la domination bourgeoise, de la dictature de la bourgeoisie. D'une dictature qui, nous l'avons rappelé récemment à la suite de Marx et Lénine, devient d'autant plus totalitaire qu'elle devient plus démocratique, et s'incarne dans un Etat dont le poids et le contrôle sur toute la société augmente en même temps que les structures « consultatives ». Loin de pouvoir revenir en arrière et défendre l'Etat bourgeois contre cette révolution, il faut aller en avant, et le renverser.

\*

Certes, il est des situations où une lutte directe et générale contre l'Etat bourgeois n'est pas à l'ordre du jour. Ou encore, où une vague de luttes trahies ou battues reflue sous les coups de la réaction ouverte. Alors, contre les coups que la bourgeoisie assène aux groupes et fractions prolétariens les plus combattifs, certains cherchent un recours auprès des « droits démocratiques », en appellent aux « libertés constitutionnelles » et à leurs représentants, les démocrates tous azimuts. La tentation d'un tel recours est évidemment très forte dans une situation comme celle d'aujourd'hui, où le niveau des luttes de classe est encore très bas et la domination de l'opportunisme à peine percée par des étincelles sporadiques et isolées. Lorsque la bourgeoisie frappe des éléments d'avant-garde, ils ne peuvent pas compter sur une défense massive de classe.

Alors, toutes les vieilles faiblesses du mouvement ouvrier réapparaissent chez ceux qui se prétendent révolutionnaires, mais n'ont pas su tirer les leçons des défaites passées. Le mouvement français, en particulier, est riche d'une tradition qui s'appuie sur la grandeur même de la révolution bourgeoise française, et qui a été des plus funestes. De l'affaire Dreyfus à la défense de

la « civilisation » en 1914; de la défense de la République contre un fascisme inexistant en 1934 à la défense de la Démocratie universelle sous la houlette de l'oncle Sam dans la seconde guerre impérialiste; de la défense de l'Union française (qui apportait aux noirs et aux jaunes les délices de la démocratie) par la guerre coloniale à la défense de la République contre de Gaulle en 1958, puis de la farce de la défense du même de Gaulle contre les factieux d'Alger en 1961, etc., c'est toujours au nom de la bonne intention de la « défense de la démocratie » que l'opportunisme a justifié toutes ses compromissions.

Malheureusement, même chez ceux qui veulent désavouer cette série de trahisons dont nous avons indiqué quelques jalons, mais qui n'ont pas rompu complètement avec les positions et les méthodes qui y conduisent, on voit qu'au premier coup un peu dur, le triste « réflexe démocratique » joue toujours: ils courent se réfugier sous l'aile des partis de la démocratie, des partis qu'ils qualifient de « réformistes » sans voir que leur programme réformiste n'est que le paravent politique de leur action d'agents de la bourgeoisie, quand ils ne vont pas jusqu'à cacher leur « antimilitarisme » derrière un général « démocrate ».

Or, ce recours n'est qu'un piège. Il revient à vendre les droits d'aïnesse de la révolution pour, même pas un plat, pour l'ombre d'un plat de lentilles. Car les démocrates ne peuvent ni ne veulent défendre les révolutionnaires contre l'Etat bourgeois. Ils ne le peuvent pas, parce qu'ils sont congénitalement incapables d'appeler à une lutte d'envergure contre cet Etat, parce que toute leur activité tourne autour de la solidarité nationale et de la défense de l'intérêt national; parce que leur vision de l'Etat comme arbitre et conciliateur au-dessus des classes les enferme dans le respect de sa légalité. Ils ne le veulent pas, parce qu'ils sont contre les révolutionnaires dans lesquels ils reconnaissent, eux, leurs ennemis. Il n'est que de voir comment P.C.F., P.S., bonzes C.G.T. et même C.F.D.T. et tutti quanti, « soutiennent » les soldats et militants arrêtés ou inculpés: ils les soutiennent comme la corde soutient le pendu. Ils feignent de défendre leurs « personnes », leurs droits abstraits de « citoyens » et bien sûr dans les limites de la Loi ! Mais ils les abandonnent en fait à la vindicte de l'Etat en dénonçant leurs positions et leurs actions devant les ouvriers. Quand ils n'aboient pas avec toute la hargne du bon chien de garde contre ces affreux trublions. Et c'est normal, ça fait partie de leur fonction.

Ce qui n'est pas normal, c'est que des gens qui se veulent révolutionnaires demandent aux agents de la bourgeoisie et parfois aux « bons et gentils » bourgeois eux-mêmes, de les défendre. Que des gens qui, soit-disant,

veulent renverser la démocratie bourgeoise, ses libertés et ses droits, réclament la défense de ces libertés et droits pour peu que la bourgeoisie montre leur contenu et leur sens réels. Impuissante à réaliser une défense immédiate effective, leur action

### DANS CE NUMERO

- Directives pour la tactique antimilitariste (Moscou - 1921).
- Le baptême du feu de l'antimilitarisme.
- Contre les expulsions de travailleurs immigrés: une seule arme, la lutte de classe !
- Contrôle de l'immigration encore renforcé !

est aussi un obstacle à la préparation des luttes révolutionnaires de demain. Celle-ci exige précisément que le prolétariat reconnaisse dans l'opportunisme non pas une expression partielle et incomplète de ses intérêts, mais l'agent de la bourgeoisie en son sein. Elle exige qu'il secoue la mystification démocratique et légaliste, et reconnaisse dans la démocratie non pas une conquête à défendre, mais l'ennemi à abattre.

\*

Eh quoi ! nous diront certains, n'êtes-vous pas partisans des « droits démocratiques », de la liberté d'expression, de la liberté

(suite page 4)

## Pour un antimilitarisme de classe !

Prolétaires, camarades,

La défense des prolétaires — et plus généralement des fils des classes opprimées — sous l'uniforme, de leurs revendications et de leur droit à l'organisation, est une exigence vitale de la lutte de la classe prolétarienne. Elle est indispensable pour faire contre-poids aux terribles conditions d'isolement, d'abrutissement et de misère dans lesquelles l'armée bourgeoise, dernier rempart de l'ordre établi, place les prolétaires encasernés. Elle est indispensable pour leur permettre de se défendre contre le despotisme hiérarchique et le terrorisme disciplinaire, ces instruments indispensables à la classe dominante pour faire défendre ses privilèges de classe et ses pillages impérialistes par une armée composée essentiellement d'exploités. Elle est indispensable pour contribuer à tisser par une propagande et une action appropriées les liens les plus étroits entre prolétaires de l'usine et de la caserne, de manière à faire échec à la hiérarchie militaire et au corps des officiers, imbibé de haine chauvine et antiprolétarienne, lorsqu'ils voudront opposer les soldats à leurs frères de classe en lutte dans les usines et les rues, ou à leurs frères étrangers.

Prolétaires, camarades,

La « défense nationale » n'est que le masque sous lequel chaque bourgeoisie cache la défense de ses intérêts impérialistes et le renforcement de son instrument de répression antiprolétarienne. Les prolétaires n'ont aucune patrie à défendre: leur émancipation exige au contraire la destruction de l'Etat bourgeois et de son armée. C'est pourquoi les partis et les directions syndicales réformistes qui se déclarent pour la défense nationale avouent par là même qu'ils sont les lâche-bottes de l'état-major, les adversaires de l'émancipation prolétarienne, les agents de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière. Ils l'ont montré une fois de plus en encourageant par leurs déclarations et leurs actes misérables la répression bourgeoise contre les militaires qui tentaient de s'organiser et contre les militants qui tentaient de les aider. Ils l'ont montré en subordonnant ouvertement toute défense des soldats au respect de la hiérarchie militaire, et en cherchant à unir les prolétaires sous l'uniforme non à leurs frères des usines mais à leurs officiers, dans le respect de la discipline, pour une « défense nationale efficace », de même qu'ils prétendent unir ouvriers et bourgeois pour une bonne marche de « l'économie nationale » ! Prolétaires, camarades,

Lorsque les valets de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière se démasquent un peu plus par leurs actes, ce n'est pas un recul mais un progrès pour la cause de l'émancipation prolétarienne, qui a besoin de voir clairement quels sont ses défenseurs et quels sont ses ennemis. Les appels à l'« unité à tout prix », les éternels ronds-de-jambe des directions « d'extrême-gauche » devant les traîtres réformistes, ne font que jeter du brouillard sur les agissements de ces derniers et entravent l'indispensable clarification. Il n'y a aucun point commun possible entre ceux qui ont compris la nécessité de la lutte antimilitariste sur des bases de classe et tous ceux (direction C.F.D.T. comprise) qui revendiquent une « défense nationale efficace » assortie de toute les sauces « populaires » ou « démocratiques » qu'on voudra; il n'y a aucun point

(Suite page 3)

## Le baptême du feu de l'antimilitarisme

Nous avons vu dans un précédent article (voir Le Prolétaire n° 209), comment, au coup de clairon de Chirac les partis de gauche et les syndicats, toutes forces confondues, avaient ouvert le feu sur l'antimilitarisme au nom du principe sacré de la « défense nationale ». Nous avons également vu comment ces derniers, qui avaient mis un pied dans le mouvement des comités de soldats, ont fait un brusque demi-tour droite, à l'exception de la C.F.D.T., trop engagée dans l'action par son aile gauche pour effectuer la manœuvre en bon ordre et sans risquer de voir le mouvement se déplacer sur le terrain de l'antimilitarisme. Voyons maintenant quelle a été l'attitude de ce qu'il est convenu d'appeler l'extrême-gauche.

Nous ne parlerons pas du maïs-mais pour lequel la « défense nationale » est en quelque sorte une seconde nature, ni de l'anarchisme qui, à l'inverse, nie toute défense, même de l'Etat prolétarien, tout simplement parce qu'il est contre tout Etat. Nous ne nous appesantirons pas non plus sur le P.S.U. qui, bien que prétendant concilier défense nationale et antimilitarisme, a su, avec son habileté coutumière, esquiver le problème en n'acceptant la bataille ni sur le terrain de la défense nationale, ni sur celui de l'antimilitarisme. Il fallait y penser.

Ce qui nous intéresse ici est le comportement des groupes liés au renouveau du mouvement antimilitariste et qui s'en revendiquent explicitement, principalement la L.C.R. (Rouge) et l'O.C.R. (Révolution !)

Dans la propagande de la L.C.R. et à sa suite du C.D.A., l'armée a été définie comme une armée de

guerre civile — ce qui est juste mais insuffisant. On a passé sous silence son caractère impérialiste, laissant comme à l'habitude les questions importantes dans un flou commode, entretenant l'idée fautive selon laquelle il ne pouvait plus y avoir de conflit impérialiste. On peut dire en passant que cette faiblesse, qui se retrouve dans une moindre mesure dans l'O.C.R. et le C.A.M., explique pourquoi aucune de ces organisations n'a éprouvé le besoin de prendre appui sur l'agitation parmi les soldats qui avait son principal foyer en Allemagne, pour avancer une propagande résolument antichauvine et antimilitariste sur le thème par exemple du retrait des troupes d'Allemagne.

Prise au dépourvu par le tir convergent du gouvernement et de la gauche qu'elle courtisait sous prétexte de syndicat de soldats, la L.C.R. a donné un spectacle assez lamentable: « C'est au nom d'une

certaine idée de la défense nationale, lit-on dans Rouge n° 326, que les Chirac de naguère ont conduit au Vietnam et en Algérie des guerres coloniales [...] Contre l'occupation allemande en 1871 et contre l'occupation nazie, la classe ouvrière a combattu. Mais ce n'était pas pour nier le lendemain les mêmes droits à l'indépendance aux travailleurs et aux paysans vietnamiens et algériens. »

Ainsi, la L.C.R. fait dépendre la lutte pour l'indépendance des colonies, non des exigences de la lutte contre son propre impérialisme et du principe de l'internationalisme prolétarien, mais du prétendu principe de l'indépendance nationale ! Et en effet, on peut lire dans le numéro précédent de ce journal: « Quant à l'indépendance nationale, nous répondons que nous sommes pour toutes les indépendances nationales », autrement dit

(Suite page 2)

(Suite de la page 1)

pour celle de l'oppressé comme pour celle de l'opprimé !

Une preuve de la fausseté de ce prétendu principe est révélée quand Rouge se voit contraint, pour l'invoquer, de travestir l'histoire du mouvement prolétarien. Comment, en effet, concilier la revendication de la défense nationale en 1871 avec cette petite remarque de Lénine dans son article *Les enseignements de la Commune* :

« La réunion de ces deux objectifs contradictoires — patriotisme et socialisme — constitua l'erreur fatale des socialistes français. Dans le Manifeste de l'Internationale de septembre 1870, Marx mettait déjà le prolétariat français en garde contre un engouement pour l'idée nationale mensongère : les profonds changements se sont produits depuis la grande Révolution, les antagonismes de classe se sont aggravés, et si la lutte contre la réaction de toute l'Europe unissait alors l'ensemble de la nation révolutionnaire, aujourd'hui, par contre, le prolétariat ne peut plus confondre ses intérêts avec ceux d'autres classes, de classes qui lui sont hostiles. Que la bourgeoisie porte la responsabilité de l'hu-

### Défense nationale et lutte prolétarienne

Et dans les rares cas où des prolétaires ont tenté de bouger pour eux-mêmes, notamment dans la tragique Commune de Varsovie, en 1944, n'ont-ils pas été écrasés par les efforts conjugués des deux camps belligérants, confirmant une fois de plus cet enseignement de la Commune de Paris que l'on veut encore aujourd'hui ignorer : le prolétariat ne peut plus, dans les pays de vieux capitalisme, prendre les armes pour lui-même sans être contraint de combattre en même temps tous les camps nationaux de la bourgeoisie.

Révolution !, qui a encore moins de principes que la Ligue, se permet de condamner bruyamment la « défense nationale », mais... pour sauver la résistance ! Quelle bouillie opportuniste ! « Nous pensons que derrière le vocable « défense nationale » la bourgeoisie camoufle sa politique impérialiste (menaces d'intervention en Afrique et même en Europe), camoufle sa politique subversive d'utilisation de l'armée contre les masses populaires (en 1940, l'armée était prête à se battre contre les « rouges », pas contre les nazis !). Pendant la Commune, pendant la résistance, dans les guerres de libération, le peuple a toujours dû se passer de l'armée bourgeoise. » (Lutte antimilitariste, décembre 1975.)

S'il fallait une confirmation de la leçon de la Commune de Paris, l'attitude des partis de gauche et des directions confédérales (qui se montrent des piliers du militarisme) nous la donnerait aujourd'hui. Peut-on sérieusement croire *Révolution* ! quand ce groupe affirme que, dans l'épisode actuel, « la Gauche n'est unie que par la peur » (déclaration du B.N. de l'O.C.R., 15 décembre) ? De même, peut-on croire sérieusement Krivine quand il écrit dans la tribune libre du Monde du 18 décembre que la « raison fondamentale qui lie le P.S. et le P.C.F. dans cette affaire [est] l'électoratisme » ? Est-ce par peur ou électoralisme que le P.S. est de toutes les aventures impérialistes et coloniales depuis ce jour d'août 1914 où il se vendit corps et âme à l'état-major ? Est-ce par peur ou électoralisme que le P.C.F. a participé à la seconde boucherie impérialiste et aux massacres coloniaux (avant de s'en démarquer en paroles pour la seule raison qu'il n'était plus au gouvernement et qu'on était en pleine « guerre froide »), depuis ce jour de 1935, où il découvrit soudain qu'il était pour une « France militairement forte » ? Est-ce par peur ou électoralisme que ces partis ont donné, grâce aux retrouvailles de la résistance, des contingents réguliers d'officiers qui se sont fondus dans la hiérarchie militaire sous les auspices de la France éternelle ? Est-ce donc en fin de compte la peur et l'électoratisme qui expliquent l'attitude militariste de la gauche aujourd'hui ? N'est-ce pas

# Le baptême du feu de l'antimilitarisme

militation nationale ! L'affaire du prolétariat est de lutter pour affranchir le travail du joug de la bourgeoisie par le socialisme » (mars 1908, *Œuvres*, tome 13, p. 499-500).

En réalité, la paternité de la revendication du caractère national de la Commune revient au stalinisme — mais le gaullisme la fait également sienne — pour justifier la résistance, et les disciples dégénérés de Trotsky gobent tout cela sans réfléchir. Mais quel était donc le sens réel de la résistance, sinon une alliance entre une partie de la bourgeoisie française et l'opportunisme stalinien, non pas évidemment pour l'émancipation prolétarienne ni la lutte contre toute oppression, mais pour conserver les colonies ? Et la preuve en fut donnée dès le 8 mai, jour de la « victoire » démocratique, par le bombardement démocratique des émeutiers de Sétif et le Constantine, qui rappelait qu'on ne peut pas lutter pour toutes les indépendances en même temps !

plutôt le résultat d'une lente et moléculaire osmose entre les aspirations d'une bourgeoisie et d'une hiérarchie militaire contre-révolutionnaires, et celles d'une bureaucratie ouvrière servile, chauvine et archiconservatrice, pilier essentiel de l'impérialisme ?

La bourgeoisie française peut se féliciter, et elle l'a fait ouvertement à côté d'une opposition qui milite au grand complet pour une défense nationale efficace, voici que les tenants de l'antimilitarisme eux-mêmes trouvent que tout n'est pas à rejeter dans cette défense, pourvu qu'on y mette les formes. C'est bon à savoir. Mais de leur côté, les prolétaires sincèrement révolutionnaires doivent se demander : comment peut-on faire la révolution avec des partis qui en parlent à tort et à travers et la voient partout, mais qui ont oublié que le principe sur lequel s'est fondé l'Internationale communiste défunte, qui a mené la dernière vague émancipatrice, était le défaitisme révolutionnaire ?

\*

Si l'on en croit les déclarations de la L.C.R. et du C.D.A. d'un côté, de l'O.C.R. et du C.A.M. de l'autre depuis deux ans, les revendications des soldats, leur droit à l'organisation ainsi que le soutien du mouvement ouvrier à leur lutte, n'avaient de sens qu'en liaison avec « la remise en cause de l'armée bourgeoise ».

Passons pour notre sujet sur l'illusion démocratique qui consiste à croire que l'on peut combattre la tendance à la préparation d'une « armée à la chilienne » sans détruire l'armée de Cavaignac, de Galliffet, de Joffre et de Pétain, de de Gaulle et de Rol-Tanguy, de Biégar et de Henu — ce qui suppose l'insurrection armée. Passons aussi sur l'exagération spontanéiste selon laquelle les revendications de l'augmentation du prêt au soldat ou du droit à l'organisation auraient en elles-mêmes une vertu antimilitariste, ou seraient incompatibles avec l'armée bourgeoise.

Si l'affirmation du lien entre les revendications immédiates et la destruction de l'armée a un sens, il est dans le fait que la défense des revendications des soldats, de même que l'union des soldats et des ouvriers, ne peuvent être poursuivies efficacement qu'en liaison avec une orientation antimilitariste. De même, la lutte pour le salaire ne met pas nécessairement en cause le capitalisme ; mais pour être menée de manière conséquente, elle a besoin d'être liée à une orientation anticapitaliste. C'est donc tout naturellement que les réformistes sont conduits à trahir ouvertement les luttes économiques, à la direction desquelles, dialectiquement, se hissent les révolutionnaires, quand les conditions sont favorables ; ces luttes prennent alors un caractère de classe reconnu explicitement par l'avant-garde dirigeante. De la même manière, c'est tout naturellement que les antimilitaristes se sont trouvés à la tête de l'agitation dans les casernes et du mouvement de solidarité, et ce d'autant que le ter-

rain avait été complètement négligé par l'opportunisme.

Devant ce fait, qu'il serait fou de gonfler, mais qui représentait au moins un véritable danger potentiel, l'opportunisme, encouragé par la bourgeoisie (1), prit le train en marche — pas pour l'aider, naturellement, mais pour l'entraîner sur des fausses voies. Sa formule était : d'accord pour les revendications — après les avoir dénaturées et amoindries, comme nous l'avons vu — mais surtout pas d'antimilitarisme ! Imaginez que dans la lutte économique, les bonzes disent : d'accord pour l'augmentation des salaires, mais surtout pas d'anticapitalisme ! On verrait là avec raison l'aveu de la collaboration des classes. C'est bien ce qu'ils font quotidiennement en réalité, mais ils ne le disent pas, à la différence des syndicats ouvertement patronaux. Or dans l'armée, où les conditions obligent à plus de clarté, même Séguy et Maire doivent avouer que la seule chose qui les distingue de Bergeron ou de Henry, ce sont des petites phrases sur la société future, à l'heure de l'apéritif, en face du ministère. Le premier est, avec tous les partis de gauche, pour des commissions de soldats, ou si l'on veut des clubs, c'est-à-dire pour la soumission corporative des soldats à la hiérarchie militaire, bataillon par bataillon, peloton par peloton ; Maire veut bien concéder un « syndicat de soldats », c'est-à-dire un lien horizontal entre les organisations de soldats, mais il se charge par sa politique de le livrer en bloc à la hiérarchie. La belle différence !

Entre le réformisme et le mouvement antimilitariste qui réclamait ouvertement une organisation des soldats indépendante de la hiérarchie militaire (ne rentrons pas dans les détails de la polémique sur la forme de cette organisation), a pu prendre pied, derrière le P.S.U. et l'I.D.S., un mouvement prétendant concilier réforme et révolution : pour ce dernier, il fallait que le mouvement des soldats ne se réclame pas de l'antimilitarisme sous prétexte de rester un « mouvement de masse », et refuse tout antimilitarisme « pour des raisons tactiques ». Si nous reprenons notre parallèle de tout à l'heure, que penserait-on d'un syndicat qui prétendrait refuser tout anticapitalisme « pour des raisons tactiques », c'est-à-dire qui exclurait la revendication du socialisme ? Une chose est de dire que l'adhérent à un syndicat ou le travailleur qui participe à une grève n'a pas besoin de faire une profession de foi anticapitaliste pour participer au mouvement, ce qui est parfaitement juste. Autre chose est d'interdire au mouvement lui-même de s'affirmer anticapitaliste sous prétexte de rester un mouvement de masse, ce qui revient à rechercher l'alignement en permanence de la conscience de la lutte sur les éléments les plus arriérés, à interdire la participation des éléments les plus avancés et les plus dévoués, à renoncer aux objectifs que l'on prétend cacher « pour des raisons tactiques », bref, à livrer le mouvement aux forces qui ne parlent pas d'anticapitalisme, ou en l'occurrence d'antimilitarisme, tout simplement parce qu'elles sont pour la collaboration des classes ou pour le militarisme.

La bataille pour rirer entre le gouvernement et l'opposition a révélé ce que valait la participation de l'opportunisme au mouvement des soldats ; au premier roulement de tambour, il a carrément laissé tomber les jeunes qui participaient au mouvement, même sur ses positions, allant jusqu'à accepter que le procès intenté devant la Cour de Sécurité de l'Etat fasse le tri entre les bons et les mauvais ! Y avait-il meilleure occasion pour démontrer l'exigence de l'antimilitarisme pour ceux qui veulent continuer le combat engagé ? Ce n'est pas la riposte qu'a choisi l'extrême-gauche engagée dans le mouvement antimilitariste (L.R.C. et C.D.A., O.C.R. et C.A.M.), laissant les antimilitaristes sincères, qui avaient cru pouvoir trouver en eux des directions pour cette bataille, seuls et la rage au cœur.

Malgré l'alignement complet des partis de gauche sur la position gouvernementale, Rouge du 5 décembre écrit encore : « Le fait est

donc là. Les uns ou les autres peuvent ergoter sur la nature des comités de soldats, préciser que le soutien va aux comités de masse et non aux « comités révolutionnaires » [Une paille, la différence ! sans parler du fait que tous ont laissé tomber tout comité même « de masse » !]. Ils reconnaissent leur existence et leur représentativité ; ils en prennent la défense [sic !]. L'ambiguïté maintenue depuis Dragunian sur l'attitude de l'opportunisme, dont on a présenté l'entrée dans le mouvement comme un soutien, se transforme en un pur mensonge le jour où le voile est brutalement déchiré. Et *Révolution* ! qui a pris des poses radicales en critiquant la tendance opportuniste de la L.C.R. à chercher à tout prix la caution des directions réformistes (2) n'a pas eu en réalité de comportement différent. Le point d'aboutissement est le communiqué commun C.A.M. - C.D.A. - I.D.S. du 5 décembre, où le droit à l'organisation des soldats n'est plus présenté comme une exigence de la défense des appelés et de l'union des travailleurs contre la bourgeoisie et la hiérarchie militaire, mais comme une conséquence logique du « droit d'expression et d'association que la Constitution reconnaît à tous les citoyens » ; ainsi « c'est le libre exercice de la démocratie dans le pays qui est en cause. Et toutes les organisations politiques de gauche, les organisations syndicales, sont directement concernées ». Comme on pouvait malheureusement le prévoir (3), la seule manière de concilier l'antimilitarisme et l'« absence d'antimilitarisme » a été de s'aligner sur la position du P.S.U. et de l'I.D.S. en leur laissant la vedette, ce qui n'a d'ailleurs pas empêché ces derniers d'en demander davantage, de se démarquer du C.D.A. et du

### Défense des soldats et antimilitarisme

Tactique, nous répète-t-on toujours. Précisément, parlons-en, de la tactique. Une tactique donnée repose en particulier sur un alignement des forces donné. Au moment où l'on voit les forces sur lesquelles on prétendait s'appuyer se dérober, n'est-ce pas le moment de changer de tactique ? Et à supposer — ce que nous ne faisons pas — que courtiser le réformisme était nécessaire pour le démasquer, n'est-ce pas aujourd'hui le moment ou jamais pour faire passer les éléments influencés par lui et désorientés sur le terrain de la lutte de classe et de l'antimilitarisme ? Mais c'est justement le moment qu'ont choisis nos « tacticiens » pour abandonner ce terrain, pour suivre celui du réformisme et de la démocratie en général, derrière les universitaires bavards et les généraux philanthropes ! Qui a gagné dans ces manœuvres ? L'opportunisme, qui a modifié sa tactique mais conservé ses principes et saboté le mouvement ? Ou nos « tacticiens », qui poursuivent la même tactique, mais en chantant la vérité et en taisant leurs principes — ou plutôt les principes qu'ils feignaient de proclamer ? En réalité, ils montrent que leur « tactique » n'est qu'une recette, une recette valable en tout lieu et en toute situation, érigée à la hauteur d'un principe, celle de l'unité à tout prix avec le réformisme, et, pire, avec la démocratie en général !

Le bilan de la bataille est lourd pour le mouvement prolétarien. La bourgeoisie sait que, lorsqu'elle devra lâcher un peu la bride dans l'armée, elle peut compter non seulement sur la C.G.T. mais aussi sur la C.F.D.T., pour laquelle travaille aujourd'hui ouvertement le P.S.U. ; elle peut être sûre que tout sera fait pour que le mouvement ne soit pas dirigé contre la hiérarchie militaire. Et cette garantie, Maire ne pourrait pas la donner sans la capitulation de l'extrême gauche « antimilitariste ».

Un autre élément de ce bilan est que personne ne peut sortir d'une bataille — même une bataille somme toute limitée comme celle d'aujourd'hui — exactement comme si rien ne s'était passé, pas même l'extrême gauche. Cette bataille a exigé malgré tout de tout le monde une concentration d'énergies trop grandes pour que chaque force ne mûrisse pas, ne soit contrainte de

C.A.M. dans l'espoir de ne pas donner prise aux accusations terribles et imméritées de « gauchisme » et d'« antimilitarisme » lancées par l'Union de la Gauche. Il ne sert à rien aujourd'hui de tenter de donner le change en critiquant les ambiguïtés du P.S.U. (*Rouge* du 19 décembre) ou la « retraite totale du P.S.U., et dans sa foulée I.D.S. » (*Révo* ! du 19 décembre) ; il aurait fallu, pour avoir le droit de faire ce reproche, ne pas s'aligner précisément sur les positions de ces groupes. On ne peut se réclamer d'un antimilitarisme en paroles et faire dans la pratique comme s'il n'existait pas, en s'alignant sur les forces qui le reculent et le condamnent.

C'est tellement vrai que notre « extrême-gauche » s'est sentie obligée de faire crédit à un E. Maire : « C'est là un point considérable, la C.F.D.T. s'est déclarée solidaire de la volonté des soldats de s'organiser librement et durablement dans l'institution » (*Révo* ! du 12 décembre) ; « quelles que soient les intentions d'E. Maire, sa prise de position vient de constituer un nouveau point d'appui pour le mouvement de soldats et ceux qui le soutiennent » (*Rouge* du 12 décembre) ; ou encore par sa position sur l'organisation des soldats, il va « recueillir la sympathie du contingent et celle de larges couches du mouvement ouvrier » (*ibid.*). Peut-être, hélas ! Mais cela sera dû en partie à l'aplatissement de l'extrême-gauche, qui feint d'oublier qu'en même temps Maire condamne résolument « ceux qui veulent briser notre armée », et qui court toujours après l'opportunisme même lorsque celui-ci promet de chasser gauchistes et antimilitaristes des syndicats, au moment précis où la répression bourgeoise s'abat sur eux ! Non messieurs, la gauche n'est pas aveugle, elle a toujours su ce qu'elle faisait. En revanche, vous qui avez nourri des illusions sur elle, maintenant qu'elle se dévoile, vous êtes obligés de mentir !

se placer sur une position plus stable. Ceux qui avaient une position ferme se sont encore raffermis. Ceux qui ont passé l'épreuve du Chili et du Portugal, aujourd'hui de l'antimilitarisme, sans rompre avec l'opportunisme, ne rompront jamais avec lui. Les hésitations sur les principes et les fausses analyses sont devenues de nouvelles analyses et de nouveaux principes. Ceux qui ont transformé les illusions en duplicité ne peuvent que voir leur hypocrisie devenir leur seconde nature.

Gageons que les révolutionnaires sincères sauront tirer cette leçon et comprendre que la lutte prolétarienne ne peut renaître qu'en rupture avec le réformisme criminel et le suivisme centriste, en comprenant que le prolétariat ne peut compter que sur ses propres forces.

(1) Ce fait a été démontré par des citations de la presse bourgeoise dans l'article intitulé « Après Dragunian » (*Le Proletaire*, n° 189).

(2) Voir sur la position de la L.C.R., *Le Proletaire*, n° 201.

(3) Ce n'était pas sans raison que nous avions dénoncé comme un grave danger pour l'antimilitarisme le flirt entre ce dernier et le courant confusionniste représenté par le P.S.U. et l'I.D.S. (voir *Le Proletaire*, nos 200 et 201).

#### A NOS LECTEURS

Après l'inculpation des deux personnes arrêtées le 3 décembre au local du « *Proletaire* », nous ne disposons d'aucun élément nouveau concernant l'information ouverte auprès de la Cour de Sécurité de l'Etat.

\*

Il est clair que la répression dont nous sommes l'objet rend notre travail plus difficile. Plus que jamais, nous avons besoin de la solidarité agissante des lecteurs et sympathisants pour la diffusion de notre presse et de nos tracts, le soutien financier de notre presse, etc. Souscrivez, demandez des envois multiples du « *Proletaire* » pour diffusion autour de vous !

Commandez au journal la brochure :  
**SOLIDARITE DE CLASSE  
AVEC LES PROLETAIRES  
SOUS L'UNIFORME**  
(Prix : 2 F)

# Directives pour la tactique antimilitariste (Moscou - 1921)

1. Le militarisme est le système du pouvoir armé, organisé, et la pression idéologique sur les exploités et pour étendre la sphère de ce pouvoir. Le militarisme bourgeois a puissamment développé ces deux aspects.

2. La vieille social-démocratie dans sa parfaite méconnaissance de l'essence de l'impérialisme a constamment sous-estimé l'importance du militarisme et s'est le plus souvent bornée à réclamer le système de la milice à la place des armées actuelles. Seule l'extrême gauche sur laquelle s'appuient la plupart des organisations des jeunes, comprit l'importance du développement impérialiste.

Pendant la guerre une grande partie de la social-démocratie soutint énergiquement le militarisme bourgeois et la plus criminelle de toutes les guerres de conquête, en votant les crédits de guerre et en menant une propagande nationaliste très vive. Les organisations socialistes des jeunes appartenaient aux groupes révolutionnaires peu nombreux qui comprirent dès avant la guerre les grands dangers du militarisme bourgeois et cherchèrent à le combattre par une propagande antimilitariste systématique. Les congrès internationaux des jeunes de Stuttgart 1907, de Copenhague 1910 et de Berne 1915, ont proclamé la propagande antimilitariste comme première et plus importante tâche des organisations socialistes des jeunes à cette époque.

3. Malgré l'apparente destruction d'une des plus grandes armées, de l'armée allemande, la guerre mondiale a puissamment renforcé le militarisme et a inauguré une nouvelle période de son développement.

La guerre n'a pas résolu les conflits impérialistes; l'Entente est obligée pour contraindre l'Allemagne à exécuter les conditions de paix, de maintenir une armée puissante sous les armes; les conflits impérialistes continuent à se développer de plus en plus menaçants. Les différends entre les grands Etats impérialistes à l'occasion de la répartition du butin en Europe Centrale, en Orient et en Extrême-Orient (Angleterre, Amérique, Japon) ont accumulé de nouveaux conflits. Les aspirations expansionnistes des nouveaux Etats de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Yougoslavie, etc., ont déjà provoqué des conflits armés et en provoqueront chaque jour de nouveaux.

Ainsi donc, tous ces antagonismes ne peuvent être et ne seront résolus que par la guerre.

Les armées gigantesques doivent servir en même temps à détruire l'agitation révolutionnaire de plus en plus forte dans les pays coloniaux (Egypte, Indes), à supprimer la Russie bolchévique également dangereuse pour tous les Etats impérialistes, enfin à écraser la révolution prolétarienne qui s'étend dans tous les pays.

4. Si le militarisme bourgeois se maintient immuable dans sa nature, ses formes se sont cependant modifiées par suite de la guerre et sous l'influence de la révolution prolétarienne dans les différents pays.

Dans les Etats non touchés encore par la révolution, le service militaire obligatoire est maintenu. Les masses de soldats de cette armée sont recrutés parmi les prolétaires et parmi les paysans.

Dans les Etats qui se voient menacés par le mouvement révolutionnaire et qui ne trouvent plus un appui assez sûr pour la dictature bourgeoise dans les armées constituées sur la base du service militaire général obligatoire, les classes dominantes aidées par les valets social-démocrates, créent

La publication des « Directives pour la tactique antimilitariste des organisations de jeunes » adoptées par le II<sup>e</sup> Congrès de l'Internationale Communiste des Jeunes à Moscou en 1921, présente cet intérêt évident de rappeler clairement le sens de notre antimilitarisme communiste.

A cette époque, la deuxième boucherie impérialiste que l'on espérait prévenir par l'éclatement de la révolution prolétarienne internationale n'était pas encore présentée sous les voiles progressistes d'une croisade de la démocratie contre le fascisme ou de la défense de la Russie, et les tenants ouverts ou honteux de la « défense nationale » étaient combattus pour ce qu'ils étaient : des traîtres à une révolution qui n'avait pas peur de revendiquer hautement, contre le pacifisme bourgeois et l'« antimilitarisme » petit-bourgeois qui lui est lié, la violence révolutionnaire et l'armement du prolétariat.

des armées volontaires et des troupes spéciales (gardes de Noske et troupes du Balticum en Allemagne, armée de Haller en Pologne, armée contre-révolutionnaire en Russie). Les gardes-blancs sont recrutés pour la plupart parmi les éléments égarés, ouvriers et paysans et parmi le prolétariat de vagabonds.

Au cours du développement progressif de la guerre civile, la bourgeoisie s'arme et organise des armées de défense (régiments d'officiers, police des habitants et des citoyens, légions académiques, organisations Orgesch, Pinkerton, fascistes, gardes du roi, etc.), ces organisations légales ou illégales servant avant tout à la résistance armée contre la révolution prolétarienne. En partie aussi, elles servent en Allemagne et en Pologne, par exemple, comme organisations de défense et d'attaque contre l'ennemi capitaliste étranger.

5. Aujourd'hui, comme auparavant, c'est la jeunesse ouvrière qui souffre le plus durement et le plus péniblement du militarisme bourgeois; c'est cette jeunesse qui doit faire les sacrifices les plus sanglants pendant les conflits guerriers, c'est elle qui, dans les écoles bourgeoises, dans les unions réactionnaires de boy-scouts, dans les sociétés de protection de la Jeunesse et dans d'autres organisations semblables, est toujours exposée aux excitations chauvines.

Aujourd'hui donc comme auparavant, c'est une des tâches les plus essentielles des organisations révolutionnaires prolétariennes des jeunes de s'opposer par tous les moyens aux excitations chauvines et au recrutement de gardes-blancs parmi la jeunesse ouvrière, c'est son devoir de mener la propagande la plus énergique contre le militarisme bourgeois et contre le nationalisme.

6. Après la fondation des Partis Communistes et de l'Internationale Communiste, la Jeunesse Communiste n'est plus seule dans la lutte antimilitariste. Celle-ci est menée à présent par les Partis Communistes. L'organisation communiste des Jeunes a avant tout pour tâche de travailler parmi les jeunes couches de l'armée et parmi les recrues et d'aider à la construction de l'organisation militaire illégale du prolétariat. L'activité antimilitariste n'est qu'une partie du travail de propagande communiste méthodique, puissant, parmi les masses de la population travailleuse. Si l'action antimilitariste de la jeunesse communiste n'est pas étroitement rattachée à l'ensemble de la lutte prolétarienne de classe, elle risque d'absorber trop exclusivement les forces de l'organisation et d'engendrer des erreurs anarchistes.

7. Dans les armées basées sur la conscription générale, il faut augmenter la propagande révolutionnaire au sein des formations, détruire celles-ci par l'implantation des idées communistes, les miner comme appui de la dictature bourgeoise.

L'Internationale Communiste des Jeunes repousse le refus individuel du service militaire (hervéisme) et la désertion, comme moyens de lutte contre le militarisme bourgeois. De cette manière on enlève à l'armée précisément les éléments les plus appropriés pour déterminer la fermentation révolutionnaire, susceptible au moment décisif de transformer l'armée d'un appareil du capitalisme d'oppres-

sion en une arme de défense du prolétariat.

Au sein des unions militaires, il faut former des noyaux communistes chargés de mener une propagande révolutionnaire intense et de travailler à la destruction de l'armée bourgeoise et à la préparation de l'armée rouge prolétarienne. Quand la situation révolutionnaire le permet, les communistes doivent former des hommes de confiance et exiger l'institution des soviets de soldats.

Si l'état du mouvement révolutionnaire l'exige, il faut fonder au sein des unions militaires des organisations révolutionnaires (cercles d'hommes de confiance, conseils de soldats, etc.). Ces organisations n'ont cependant pas pour tâche d'obtenir des petites faveurs pour les soldats (\*), elles ont pour devoir de mener la propagande révolutionnaire systématique et intense et de déterminer la plus prompte destruction de toute l'armée.

8. Pour ce qui est des armées volontaires, il faut éclairer les éléments prolétariens de ces formations sur leur rôle contre-révolutionnaire et les séparer des éléments bourgeois au moyen d'une propagande tenant compte de la situation particulière de ces armées. Si les officiers et les généraux réactionnaires réussissent à mener ces troupes contre les armées prolétariennes et les gardes rouges, il faut en cas de besoin les combattre dans la lutte ouverte.

Contre les organisations militaires purement bourgeoises, avec leurs combattants nettement contre-révolutionnaires, il n'y a qu'une tactique: violence contre violence.

9. La propagande parmi les troupes coloniales doit porter un caractère particulier. Elle doit montrer à ces instruments de l'impérialisme qu'ils agissent contre les ouvriers et pour les intérêts de ceux qui oppriment leur pays et qui les ont menés à la plus grande misère. Elle doit leur montrer que l'affranchissement des pays coloniaux est étroitement lié à la victoire du communisme; d'autre part notre propagande doit faire comprendre aux troupes métropolitaines se rendant aux colonies que c'est ici que se trouve le nerf vital de la bourgeoisie et que la classe ouvrière ne doit pas seulement saluer avec sympathie toute révolte nationale des peuples coloniaux opprimés, mais encore l'appuyer, car elle ébranle mortellement la base de la domination capitaliste.

10. Les revendications d'établissement de milices, de désarmement, de tribunaux d'arbitrage, défendues également par les social-démocrates, ne sont que du pacifisme bourgeois; elles sont non seulement utopiques, mais encore contre-révolutionnaires, car elles sous-entendent l'armement de la bourgeoisie. Elles sont extrêmement dangereuses, car elles tendent à affaiblir et à paralyser la seule lutte révolutionnaire prolétarienne véritablement efficace contre le militarisme bourgeois.

Les revendications de désarmement sont utopiques et contre-révolutionnaires. Utopiques parce que les antagonismes entre les différents groupes impérialistes et nationalistes continuent à subsister et qu'aucun de ces groupes ne saurait renoncer à ses moyens militaires de puissance, sans renoncer à son existence et à la défense efficaces de ses intérêts. Elles sont encore utopiques parce qu'aucune classe qui en opprime et en ex-

ploite une autre, avant tout grâce à sa force militaire ne renoncera volontiers à ce moyen le plus efficace d'oppression. Ceci s'applique à tous les Etats, même aux plus petits, dans lesquels ces revendications sont lancées et défendues le plus énergiquement. Aucun Etat, si petit soit-il, n'est garanti aujourd'hui contre le danger d'être entraîné dans le tourbillon des conflits guerriers (voyez la Belgique). La bourgeoisie de tous les pays jettera sur les ouvriers sa force armée, chaque fois que la vague révolutionnaire deviendra plus menaçante; l'exemple de la Suisse est très probant, même pour les Etats soi-disant les plus démocratiques et les plus libres.

Mais la revendication du désarmement est encore contre-révolutionnaire parce qu'elle tend à dissimuler à la classe ouvrière la nécessité qui s'imposera à elle dans tous les pays de régler par les armes ses comptes avec la bourgeoisie; parce qu'elle éveille les illusions d'une évolution pacifique vers le socialisme, empêche la propagande et les préparatifs révolutionnaires nécessaires des ouvriers, tandis que la bourgeoisie reste, dans la possession illimitée des armes, toujours prête à les employer contre les ouvriers.

Le mot d'ordre de l'Internationale Communiste des Jeunes, c'est

(\*) La formulation est sans doute malheureuse car elle donne l'impression d'opposer la lutte révolutionnaire et la lutte immédiate, ce qui n'était évidemment pas dans l'esprit de l'Internationale de Lénine. On pourrait en donner quantité d'exemples. Citons-en un parmi d'autres: un extrait du « Programme de travail et d'action au P.C.F. » adopté par le IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C. :

« Un travail systématique de préparation communiste dans l'armée doit être entrepris par le parti. La propagande antimilitariste doit se différencier nettement du pacifisme

« Désarmement de la bourgeoisie, armement du prolétariat ».

L'emploi de la violence ne disparaîtra que dans la société communiste sans classes. La dictature prolétarienne constitue la période de transition de l'Etat de classe capitaliste à la société communiste et ainsi que le prouve l'histoire de la révolution russe, elle est contrainte de recourir à la violence pour défendre les conquêtes de la révolution contre les agressions des Etats capitalistes pillards, ainsi que contre les conspirations contre-révolutionnaires de l'intérieur.

11. En présence de ces faits et sachant parfaitement que la bourgeoisie essaiera par tous les moyens de la plus brutale violence d'empêcher l'établissement de la dictature du prolétariat et de la détruire après sa victoire, sachant par conséquent que la guerre civile déclarée est une période historique de la lutte prolétarienne de classes, l'Internationale Communiste des Jeunes prescrit comme un des devoirs les plus importants des organisations communistes des jeunes d'élever et de préparer la jeunesse prolétarienne pour la conquête militaire nécessaire du pouvoir politique par le prolétariat et pour la défense de la dictature du prolétariat.

Partout où, comme en Russie, le prolétariat s'arme pour la révolution et crée l'armée rouge pour la défense de la dictature prolétarienne, les jeunes ouvriers constitueront, comme en Russie, les forces les plus enthousiastes de l'armée rouge.

(Thèses et résolutions du II<sup>e</sup> congrès mondial de l'I.C.J., brochure publiée en 1921).

bourgeois hypocrite et s'inspirer du principe de l'armement du prolétariat et du désarmement de la bourgeoisie. Dans la presse, au Parlement, en toute occasion favorable, les communistes soutiendront les revendications des soldats, préconiseront la reconnaissance des droits politiques de ceux-ci, etc. Lors des appels des classes, des menaces de guerre, l'agitation antimilitariste révolutionnaire doit être intensifiée. Elle se fera sous la direction d'un organe spécial du Parti avec la participation des Jeunesses communistes. »

## Pour un antimilitarisme de classe!

(suite de la page 1)

commun possible avec tous ceux qui voudraient une organisation des soldats dans le respect de la hiérarchie; il n'y a aucun point commun possible avec tous ceux qui prétendent refuser l'antimilitarisme « pour des raisons tactiques », parce qu'il « isolerait des travailleurs le mouvement des soldats » (éternel prétexte de toutes les trahisons!), sans voir que l'oppression capitaliste devra inévitablement pousser les prolétaires à la lutte et que celle-ci ne pourra être canalisée contre l'Etat bourgeois et son armée que si les révolutionnaires sincères ont au préalable rompu avec le réformisme et combattu vigoureusement les illusions qu'il propage.

Prolétaires, camarades,

Le redoublement de la répression bourgeoise, l'acharnement dans les perquisitions et les arrestations de soldats et de militants, ne sont pas une raison pour abandonner les principes qui doivent guider l'action de classe. Le repli sur la « défense des libertés » en général, en passant sous silence, en échange de l'appui verbal de quelques perroquets « démocrates », les exigences élémentaires de l'antimilitarisme proclamé et de la lutte de classe, présente le grave danger de laisser le terrain libre, dans le fragile mouvement actuel, aux forces confusionnistes, mal délimitées du réformisme et du pacifisme petit-bourgeois, qui ne pourront à leur tour que le livrer aux directions réformistes officielles le jour où (comme cela s'est passé au Portugal) la bourgeoisie demandera à ces dernières de contrôler des soldats devenus trop remuants.

Ou bien le mouvement antimilitariste tombe aujourd'hui sous la coupe des forces qui représentent actuellement le principal obstacle à une vie indépendante de classe, et il se renie lui-même, ou bien il cherche à remonter la pente et à surmonter les coups portés par la répression bourgeoise avec la complicité des valets réformistes, par un travail long et patient, sans vantardises ni actions d'éclat, mais résolument placé sur un terrain de classe authentique, dans les organisations antimilitaristes, dans les syndicats ou en dehors des syndicats, partout où se rassemblent des prolétaires et des révolutionnaires.

Il n'y a pas d'autre voie pour défendre réellement aujourd'hui tous les camarades, soldats, militants syndicaux et politiques, détenus ou inculpés. Il n'y a pas non plus d'autre voie pour bâtir le solide terrain où naîtront les succès futurs de l'antimilitarisme et de la lutte prolétarienne.

- POUR LE DROIT A L'ORGANISATION DES SOLDATS!
- POUR LES REVENDICATIONS DES SOLDATS!
- CONTRE LE MILITARISME BOURGEOIS ET SES VALETS LES DIRIGEANTS REFORMISTES!
- POUR L'UNITE DE CLASSE DES PROLETAIRES DE L'USINE ET DE LA CASERNE!
- POUR L'ARRET DE TOUTES LES POURSUITES!
- POUR LA LIBERATION IMMEDIATE DE TOUS LES SOLDATS ET MILITANTS DETENUS!

Parti Communiste International  
15 décembre 1975

47 inculpés à ce jour pour « participation à une entreprise de démolition de l'armée », dont 20 sont détenus. Sans parler des nombreux soldats punis. SOLIDARITE DE CLASSE INCONDITIONNELLE contre la répression bourgeoise! Libération de tous les détenus! Levée des poursuites! Arrêt des sanctions contre les soldats!

TOUTES LES PERMANENCES DU PARTI SONT SUSPENDUES MOMENTANEMENT. CONSULTER LE JOURNAL POUR LA REPRISE.

Lisez et diffusez :

PROGRAMME COMMUNISTE

☆

COMMUNIST PROGRAM

☆

EL PROGRAMA COMUNISTA

# Contre les expulsions de travailleurs immigrés : Une seule arme, la lutte de classe !

Ceci exige un travail tenace, nécessairement à long terme, pour appeler à la solidarité de classe contre la répression qui frappe la fraction immigrée du prolétariat, pour appeler en particulier les travailleurs français à se désolidariser totalement de leur bourgeoisie en reprenant à leur compte les revendications spécifiques des travailleurs migrants. Ceci réclame également de mettre en avant sans relâche auprès de tous les ouvriers la nécessité de ressaisir leurs armes de lutte, les seules qui puissent contribuer à cette « union grandissante des travailleurs » dont ils ont besoin pour la lutte contre la bourgeoisie : en premier lieu, la plus élémentaire, la grève sans préavis ni limitation de durée, comme première condition de l'autodéfense ouvrière.

Instinctivement, les ouvriers tendent à renouer, contre le sabotage de l'opportunisme, avec ces méthodes de lutte, fût-ce sur un plan partiel et incomplet. Pour les travailleurs immigrés c'était, en septembre 1973, la grève de la région marseillaise, puis parisienne, en protestation contre les assassinats racistes, sans compter tous les conflits, de Renault à Chausson, où ils se sont battus au premier rang pour des revendications intéressantes toute la classe ouvrière. C'est cette voie qui doit être reprise et approfondie, et pour cela les travailleurs devront balayer de leur route tous les obstacles qui l'encombrent, toutes les forces qui tendent à ramener leur mouvement en arrière, au lieu de la faire progresser.

La petite bourgeoisie, dont l'influence pénètre de toutes parts le prolétariat, entre autres par l'intermédiaire non seulement de l'opportunisme mais d'un bon nombre de groupes gauchistes, est incapable de formuler, comme la bourgeoisie, une stratégie à long terme. Croyant pouvoir trouver un équilibre, une sécurité, sous le capitalisme, elle ne voit pas dans la répression un épisode de la guerre larvée entre les classes, mais des individus brimés, à « sauver » au coup par coup. Pour cela, « tous les moyens » seraient bons, y compris l'appel aux bons sentiments de la classe dominante et de la cohorte de ses serviteurs, depuis les politiciens bourgeois ou réfor-

Comme toute forme de répression, les expulsions de travailleurs immigrés posent de manière quotidienne le problème de la défense ouvrière contre les attaques bourgeoises. Face à une bourgeoisie qui n'hésite jamais à se placer sur le terrain de la force et de la terreur — légale et « illégale » — il n'y a pas d'autre défense, pour le prolétariat, que la lutte de classe. Un jour il devra pouvoir à nouveau tendre à riposter à chaque attaque de la bourgeoisie sur le terrain d'une lutte frontale et massive. Pour reconstituer cette force, vu les conditions actuelles de délabrement du mouvement ouvrier, la lutte sera particulièrement longue et difficile. A plus forte raison toutes les énergies doivent-elles être tendues dans ce sens.

mistes jusqu'aux intellectuels et à l'Eglise elle-même. Ainsi, au lieu de renforcer les quelques énergies déjà disponibles pour la lutte et d'élargir à partir de là le rayon de la solidarité de classe parmi les autres prolétaires, on multiplie les « démarches », on va chercher dans les autres classes des philanthropes pour se pencher sur le sort de la classe ouvrière, on tente d'émouvoir l'opinion publique dans l'espoir d'exercer une pression interne sur le pouvoir.

Ce n'est pas que des moyens tels que pétitions, délégations, conférences de presse, etc., dont l'opportunisme de droite ou de gauche fait son alpha et son oméga, ne puissent pas être employés par des prolétaires, à tel ou tel moment d'une lutte, comme une forme utile — et plus ou moins accessoire suivant le rapport de forces existant —, pour poser leurs exigences à la bourgeoisie : il suffit de penser au fait que dans une grève il faut bien, à un certain moment, aller voir le patron pour lui poser les revendications. Mais ce qui est stupide, c'est de croire qu'on peut, en l'absence d'une force prolétarienne, pallier cette dernière — ou pire, en faire l'économie —, en la remplaçant par des appels pacifiques à la bonne volonté de l'ennemi de classe (ou d'ailleurs par d'autres astuces, telles les « actions spectaculaires » destinées, dans l'optique spontanéiste, à réveiller la conscience de la classe ouvrière, voire du « peuple »). La bourgeoisie a toujours montré que, face au prolétariat, elle ne cédait que devant la force. Quant à l'opportunisme — même à supposer qu'il puisse rendre un service à la lutte —, ce ne sont pas non plus de courtois appels qui peuvent le faire bouger, mais seulement une vigoureuse pression de la base : en l'absence de celle-ci, il n'a aucune raison de se sentir obligé d'agir. Bien sûr, il peut toujours poser une « question écrite » au parlement, envoyer une lettre à un

ministre, demander une entrevue : cela ne lui coûte rien, ne dérange en rien la paix sociale, et n'est de toute façon d'aucune efficacité. Mais qu'un petit groupe qui, comme il se plaît toujours à le souligner, « ne représente que lui-même », le sollicite d'informer les travailleurs sur la répression, de les appeler à la solidarité de classe, d'appuyer un mouvement qu'il n'est pas sûr de contrôler, il crie aussitôt à l'aventurisme.

D'autre part, quand la bourgeoisie frappe des militants ouvriers, immigrés ou non, elle ne vise évidemment pas des individus mais, à travers eux, toute une classe qu'il s'agit d'intimider, de diviser, de paralyser en vue des affrontements inévitables, et beaucoup plus durs, de demain. Et même quand elle se montre disposée à céder, provisoirement, sur des cas individuels (comme elle l'a fait lors des premières grèves de la faim de 1973 en régularisant quelques sans-papiers), ce n'est que pour éviter que des étincelles trop vives ne se propagent, et se préparer à frapper plus fort un peu plus tard (comme elle l'a fait en 1974 et 1975). Il en sera ainsi, sans trêve, tant qu'elle aura le pouvoir. Si à travers chacune de ses luttes le prolétariat ne se prépare pas, lui aussi, pour celles de demain, quand sera-t-il prêt ? Les groupes immédiatistes, toujours à la remorque des événements, ont sans cesse quelque nouveau « cas » concret et brûlant à résoudre, et c'est au nom de cette urgence qu'ils exhortent les prolétaires à faire appel aux autres classes. Mais en les éduquant, précisément, à attendre toujours une aide d'en haut, en leur inculquant la méfiance en eux-mêmes et en leurs méthodes propres de lutte, non seulement ils ne les préparent pas, mais ils châtrent leur potentiel de révolte, qui ne demandait qu'à être développé pour devenir une force effective. En les entraînant à poursuivre sans cesse un appui qui ne vient jamais, ils finissent

par épuiser et démoraliser jusqu'aux éléments les plus combattifs. Certes, il ne faut jamais cacher ni se cacher la faiblesse actuelle du prolétariat, mais c'est faire le jeu de la bourgeoisie que de faire que cette faiblesse est le résultat de la contre-révolution et de la collaboration bourgeoisie-opportunisme, et non, comme a tout intérêt à le faire croire la bourgeoisie elle-même, une tare congénitale et éternelle. Nier que le prolétariat puisse être capable de se défendre seul, sans faire appel à la bienveillance de ses ennemis et à la médiation de leurs agents, c'est nier qu'il soit capable de s'émanciper un jour. Ne pas tout faire pour développer l'instinct de classe, la fierté, la conscience, la capacité d'organisation des prolétaires, leur apprendre au contraire à courber le dos par souci d'« efficacité », c'est contribuer activement à stériliser les germes de leur force de demain et, dans l'immédiat, insulter ceux que l'on prétend soutenir.

L'opportunisme de gauche est coutumier, pour ne pas choquer les forces progressistes-bourgeoises et réformistes dont il sollicite l'appui à se mettre sur leur terrain, à faire (et à imposer) le silence sur les « points de désaccord ». Ainsi, pour ne pas compromettre l'unité espérée avec les forces de gauche, il est tout prêt à vendre l'indépendance de classe du mouvement et à combattre en leur lieu et place les éléments rétifs. Dans le comité Arfaoui Béchir, pour acheter la bienveillance de la C.F.D.T., les militants de Révolution, de la L.C.R. et de leurs organisations satellites devaient imposer le black-out sur la question du contrôle de l'immigration (une bagatelle !) et évidemment du rôle de l'opportunisme. Face à un comité hétérogène, confus, mais avec des éléments combattifs et où ils n'avaient pas, au départ, l'hégémonie, ils n'ont rien trouvé de mieux pour cela que de court-circuiter le comité au moyen de réunions « unitaires » d'organisations prétendant le sou-

tenir, convoquées aux mêmes heures que lui, et qui finirent par se substituer à lui dans la direction de la lutte. Au bout du compte, ils ont eu beau se mettre à plat ventre devant les directions syndicales réformistes, et combattre avec acharnement (non pas d'ailleurs sur le terrain d'une franche lutte politique, mais par les pires procédés de la manœuvre, de la calomnie et du terrorisme verbal) ceux qui, comme nous, réaffirmaient le caractère inconciliable des principes prolétaires et des principes bourgeois ainsi que leur volonté de ne pas renoncer aux revendications de classe ; ils n'avaient pas obtenu le soutien de l'opportunisme pour autant, mais ils avaient bel et bien tout fait pour saboter la lutte aussi bien que lui-même aurait pu le faire.

On ne peut combattre le sabotage des groupes suivistes par des recettes organisatives (à plus forte raison de type scissionniste), comme ont cru pouvoir le faire, au comité Arfaoui Béchir, les camarades de la Cause du Peuple en se retirant sur leur Aventin pour constituer à part « leurs » propres comités, fussent-ils « de base », mais seulement en défendant sans relâche, auprès des travailleurs, contre les mille courants de l'opportunisme, les exigences minimum de la lutte. Pas de conciliation possible entre lutte de classes et collaboration de classes. C'est seulement en combattant avec résolution l'opportunisme et ses méthodes que les prolétaires peuvent se défendre tout en resserrant leurs rangs face à l'ennemi commun. Ces principes, que nous sommes les seuls à défendre, n'ont pourtant rien de sectaire : ils peuvent être repris par tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions politiques concernant les voies de l'émancipation prolétarienne, qui sont prêts à se battre pour leurs revendications. Même si elles sont encore avares de résultats immédiats, c'est à travers les tentatives modestes d'aujourd'hui pour unir à la base des noyaux prolétaires dans une lutte commune autour de revendications claires et de méthodes classistes, que se prépare le front uni qui, demain, devra voir tous les prolétaires se dresser dans une riposte massive contre les attaques de la bourgeoisie. Toute autre « unité » n'est qu'un mensonge.

## Recours à la démocratie

(Suite de la page 1)

d'association, de réunion, de presse, etc. ? Nous répondons carrément : non, nous ne sommes pas partisans de ces Droits et Libertés en général. Et nous ne pouvons pas l'être, puisque nous proclamons que le « passage » au socialisme ne saurait être réalisé que par la dictature du prolétariat, dans laquelle les autres classes, précisément, seront privées de ces droits politiques. Si nous le disons ouvertement dès aujourd'hui, ce n'est pas que nous fassions de la franchise une vertu en soi ; c'est parce que nous devons préparer le prolétariat à sa mission, le préparer à sa tâche et le rendre apte à l'accomplir. Ceux qui, aujourd'hui, pleurnichent après les libertés, ne préparent pas la dictature du prolétariat mais une illusoire « démocratie universelle » qui ouvrirait la voie à la contre-révolution.

Le fait de reconnaître dans la démocratie la forme idéale de la domination bourgeoise, et de nier l'existence de Droits et de Libertés au-dessus des classes, ne nous interdit évidemment pas d'exiger pour les classes opprimées et, surtout, pour le prolétariat, le « droit » de se défendre et de lutter contre la domination bourgeoise. Mais ce droit, ou ces droits, n'ont rien à voir avec ceux que le démocrate feint de revendiquer.

Nous exigeons le droit des prolétaires à s'associer pour leur défense immédiate, économique aussi bien que politique, contre le capital et son Etat. Le droit d'exprimer leurs revendications de classe contre l'intérêt de la nation, de son économie et de sa prospérité. Nous réclamons le droit de voir plus loin, le droit

du prolétariat de s'organiser en classe révolutionnaire pour détruire l'Etat bourgeois et le capitalisme !

Ces « droits » là, nous ne pouvons pas demander à la bourgeoisie de les inscrire dans sa Constitution et de les garantir par sa Loi. Si elle peut parfois reconnaître juridiquement certains droits partiels qui ne nous laissent pas indifférents, jamais la bourgeoisie ne pourra admettre le « droit » historique du prolétariat à s'opposer radicalement à elle et à la renverser !

Ces « droits », nous les présentons aux prolétaires comme des exigences pratiques de leur vie, qu'ils doivent imposer par la lutte à l'Etat bourgeois. Des exigences qui correspondent à leurs besoins réels, immédiats aussi bien qu'historiques, des droits à conquérir et reconquérir tous les jours, qui ne seront définitivement conquis que lorsqu'ils seront dépassés dans le communisme.

Les poussées de luttes sur des positions de classe sont aujourd'hui encore très faibles. Le mouvement révolutionnaire a encore une influence des plus réduites. Il n'y a pas de « recours » contre ce fait. Mais la dernière chose à faire, c'est de courir après l'opportunisme et la démocratie. Au contraire, le renforcement des luttes immédiates tout autant que la préparation révolutionnaire exigent qu'on se place sur un terrain de classe en rompant complètement avec l'opportunisme et la démocratie.

La souscription ouverte dans ce journal pour ARFAOUI Béchir a donné 710 F qui ont été transmis au Comité.

## Contrôle de l'immigration encore renforcé !

Bilan du contrôle de l'immigration établi par la bourgeoisie depuis 1972 : pour les neuf premiers mois de 1975, 11.000 entrées alors que la moyenne des quatre dernières années aurait été de 150.000 ; soit 200 entrées régulières par mois et 1.000 régularisation ; l'immigration familiale réduite de 30 % (Le Figaro, 10 décembre). Rappelons les principales étapes de ce contrôle : début 1972, les circulaires Fontanet-Marcellin lient l'attribution de la carte de séjour à la possession d'un contrat de travail et d'une attestation de logement, plaçant le travailleur immigré dans la condition d'esclave de son patron et mettant le plus gros des immigrés, entré clandestinement, en situation de sans-papiers. Juillet 1974, suspension de l'immigration. Janvier 1975, un arrêté du Conseil d'Etat, salué à tort par tous les courants comme l'« abrogation » de la circulaire Fontanet, se contente d'établir que ce n'est pas par voie de circulaires ministérielles qu'on peut annoncer de telles mesures qui « ajoutent des dispositions nouvelles » aux lois et règlements en vigueur, mais qu'elles doivent être prises par décret ; la suspension de l'exigence de l'attestation de logement découlait de cela, mais il ne s'agissait pas le moins du monde pour le Conseil d'Etat de contester le contenu des circulaires. D'ailleurs d'autres mesures de contrôle venaient frapper à la même époque les travailleurs africains (circulaire Poniatowski). Et maintenant, 25 novembre 1975, un décret entérinant cette décision du Conseil d'Etat, remplace les circulaires Fontanet-Marcellin non seulement sans en modifier le fond (le travail conditionne le séjour) mais en aggravant certaines dispositions. Il s'agit de la réglementation des

conditions d'attribution des cartes de travail.

Au lieu de 13 types de cartes, il n'y en a plus que trois, avec un système d'attribution progressif : — carte A, temporaire, valable un an, limitée à une seule profession et dans le ou les départements mentionnés ; — carte B, ordinaire, valable 3 ans, permet d'exercer une ou plusieurs activités dans le ou les départements mentionnés ; — carte C pour toutes professions salariées, valable 10 ans sans restriction territoriale, renouvelable. Les deux cartes de l'ancien régime qui avaient une durée illimitée (« carte ordinaire à validité permanente ») valable pour l'ensemble du territoire ; « carte permanente pour toutes professions salariées ») sont supprimées. Le décret rétablit l'exigence d'une attestation de logement — et on sait ce que les patrons entendent par loger des immigrés, dans la pire insalubrité tout en leur retenant des sommes exorbitantes sur leur salaire, et en les menaçant de leur retirer emploi et donc séjour s'ils se rebiffent.

Voilà l'essentiel du décret : contrôle et insécurité augmentés pour les travailleurs immigrés, y compris ceux qui sont là depuis longtemps. En même temps le Conseil des ministres du 9 décembre annonce « la mise en œuvre d'une politique de retour dans le pays d'origine, tenant compte des difficultés de l'emploi (36.000 travailleurs étrangers en chômage percevaient l'aide publique au septembre dernier » (Le Figaro, 9 décembre 1975). Mais tout en adressant ces menaces précises aux travailleurs immigrés qui s'avanceraient de bénéficier des allocations de chômage, Dijoud précise que « malgré la présence en France de près de 100.000 demandeurs d'em-

ploi étrangers, le gouvernement n'envisage pas une politique de renvoi systématique (...). Nous aurons d'ailleurs à nouveau grand besoin des travailleurs immigrés dès que la reprise se confirmera » (Le Monde, 9 décembre). On ne peut mieux avouer l'exigence capitaliste de ce réservoir de main-d'œuvre sans aucun droit, autre que celui de répondre immédiatement aux besoins du capital ! Que les bourgeois fassent donc jouer les flonsflons de leur « semaine d'accueil et d'information des migrants ». Leur hypocrisie et leur cupidité se révèlent jusqu'au bout, puisque ce sont les immigrés eux-mêmes qui financent leur « accueil » à travers les fonds qu'ils versent aux Caisse d'Allocations familiales et que le F.A.S. détourne (soit, pour 1974, selon la Caisse elle-même, plus d'un milliard et demi pour 260.000 familles - Le Monde, 16 décembre).

Pour la solidarité des ouvriers français et immigrés, et la constitution de leur force compacte capable de s'opposer aux divisions provoquées par la bourgeoisie, lutte résolue contre tout contrôle de l'immigration, pour la liberté d'entrée et de circulation, contre toute discrimination et pour l'égalité totale de tous les droits sociaux, politiques et syndicaux, pour la riposte contre toute expulsion !

directeur-gérant  
F. GAMBINI

Imprimerie « E.P. »  
232, r. de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

distribué par les NMPP

N° d'inscription à la commission  
paritaire de presse : 42144